

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'UE (SCEG) 29-31 octobre 2017, Tallinn

Informations de base

Session IV: L'UE en changement: les défis budgétaires de l'Union

Dans le débat sur l'avenir de l'UE-27, les finances constituent une des questions clés. Suite au [livre blanc sur l'avenir de l'Europe](#) et aux quatre documents de réflexion, la Commission européenne a présenté, le 28 juin 2017, le dernier document de la série, à savoir le [document de réflexion sur l'avenir des finances de l'UE](#). Ce document de réflexion énonce les caractéristiques essentielles du budget de l'UE et décrit les principales tendances et les développements dans des domaines d'action clés. Il présente également les possibilités et les options de réforme, définit les perspectives, les risques et les corrélations négatives pour chaque scénario décrit dans le livre blanc, en prenant en compte les idées évoquées dans les documents de réflexion précédents.

Le budget de l'UE aide à la réalisation d'objectifs importants pour les citoyens européens. Cependant, le budget de l'UE demeure une partie marginale de l'ensemble des dépenses publiques dans l'UE, représentant moins de 1 % du revenu national brut des États membres et environ 2 % des dépenses publiques dans l'Union. Au fur et à mesure, ce pourcentage a progressivement baissé. Le budget de l'UE a un défi à relever: financer plus avec moins d'argent. En outre, l'UE s'engage dans de nouveaux domaines politiques, notamment la migration, la sécurité intérieure et extérieure, et on s'attend à ce que l'Union conserve son rôle de premier plan sur la scène internationale. La réponse aux crises récentes a mis à l'épreuve la flexibilité du budget, et les futurs défis devront être traités dans les budgets à venir.

Les sources de financement du budget de l'UE ont changé au fil du temps, ainsi que leurs proportions. À l'heure actuelle, autour de 80 % du budget de l'UE sont financés par les contributions nationales, basées sur le revenu national brut et la taxe sur la valeur ajoutée. Le document de réflexion évoque la nécessité d'une évaluation critique des moyens de financement du budget de l'UE, ainsi que d'une réforme des dépenses. Selon le document, le système actuel des ressources propres est trop compliqué, non transparent et bourré de mécanismes de correction compliqués. Il manque de simplicité, d'équité et de transparence.

Le retrait d'un des importants contributeurs au financement des politiques et des programmes de l'UE alimente des débats. [L'évaluation de l'impact économique du Brexit sur l'UE-27](#) (CEPS, mars 2017) conclut que pour l'UE des 27, les pertes sont considérées comme pratiquement négligeables et faiblement ressenties dans leur ensemble. En se limitant aux chiffres concernant le budget ordinaire actuel, l'évaluation prévoit un trou de 9 milliards d'euros dans le budget annuel de l'UE, ce qui représente le montant estimé des contributions nettes du Royaume-Uni. À titre de comparaison, le budget européen pour l'année 2016 s'élevait à 155 milliards d'euros. Les grandes lignes du règlement financier de la sortie du Royaume-Uni sont encore en cours de négociation. Outre les obligations mutuelles relatives au cadre budgétaire de l'UE, ce règlement précisera également la participation du pays aux organismes de l'UE et aux fonds et mécanismes liés aux politiques de l'Union.

En tant qu'outil budgétaire sur le long terme, le [cadre financier pluriannuel](#) (CFP) fournit un moyen de programmation financière et de discipline budgétaire, tout en assurant que les dépenses de l'UE soient prévisibles et demeurent dans les limites convenues. Il permet également à l'UE de mener des politiques

communes sur une période qui est suffisamment longue pour les rendre efficaces. Puisque le CFP actuel de 7 ans prend fin en 2020, un nouveau CFP doit être négocié. Dans le cadre de la révision à mi-parcours du CFP actuel, le [document de travail des services de la Commission](#) (septembre 2016) a déterminé quelques enjeux pour le prochain CFP: relever les défis à moyen terme sur une période de plus de 10 ans, tout en assurant une meilleure flexibilité, créer un lien entre les fonds de l'UE et la gouvernance économique, simplifier et déterminer les nouveaux domaines politiques.

Selon le document de réflexion, les débats ouverts par le livre blanc et les documents de réflexion permettront à la Commission de présenter ses propositions pour le prochain CFP vers le milieu de l'année 2018.

Quelques points de discussion:

- 1) Sur quoi le budget de l'UE devrait-il se focaliser?
- 2) Comment le budget de l'UE devrait-il être financé?
- 3) Comment relever les défis sur une période de plus de 10 ans tout en assurant une meilleure flexibilité?